Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-epuration-immEDIATE-du-corps-diplomatique-colombien-est-reclamee>

L'épuration immédiate du corps diplomatique colombien est réclamée.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 7 octobre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Rebelión](#) , le 6 Octobre 2008.

[Leer en español](#)

L'Audience Internationale pour la Vérité qui examine les cas des exilés et de réfugiés politiques colombiens, réunie à Paris les 2 et 3 octobre de 2008, a sollicité la destitution immédiate de cinq hauts diplomates colombiens : Sabas Pretelt de la Vega, Ambassadeur en Italie ; Luis Camilo Osorio, Ambassadeur au Mexique ; Ignacio Guzmán, Consul à Miami ; Milene Andrade, fonctionnaire à New York ; Carlos Alberto Frasca, attaché militaire au Chili.

Avec la présence du Délégué de la Défense du Peuple, Alonso Ojeda Awad, les exilés et les réfugiés politiques qui ont présenté des témoignages, ont remarqué que l'existence en poste de fonctionnaires diplomatiques probablement liés à des groupes paramilitaires, ou impliqués dans de graves violations aux droits de l'homme, constitue un facteur de haut risque pour leur sécurité et celle de leurs familles.

Comme le rappelle l'opinion publique, dans un passé récent, au sein de la diplomatie en qualité d'ambassadeurs ou de consuls, étaient en poste des personnes comme Carlos Arturo Marulanda Ramírez, Salvador Arana, Jorge Noguera, Juan José Chaux, tous mise en examen aujourd'hui pour leurs liens avec des groupes paramilitaires.

L'ambassadeur au Mexique, Luis Camilo Osorio, se trouve actuellement accusé de gêner des investigations sur les crimes commis par des paramilitaires et des militaires de haut rang, quand il était le Procureur Général de la Nation. Sabas Pretelt de la Vega, aujourd'hui ambassadeur en Italie, accusé de subornation afin de permettre la réélection présidentielle quand il était ministre de l'intérieur et de Justice. Ignacio Guzmán, consul à Miami, a été signalé par des victimes et des témoins d'être lié à des entrepreneurs en relation avec des groupes paramilitaires, responsables de crimes de droit de l'homme dans la région du *Bajo Atrato*. Milene Andrade, fonctionnaire consulaire à New York, a participé à la réunion qui s'est tenue le 18 février 2003 à *Santa Fe del Ralito*, dans laquelle le chef paramilitaire Salvatore Mancuso avait désigné Claudio Sánchez Parra comme recteur de l'Université de Cordoue (en Colombie).

À côté de cette demande, les exilés participants de l'Audience Internationale à Paris, ont fait appel au Gouvernement colombien pour qu'il ordonne l'épuration générale de ses services à l'extérieur, pour cesser la nomination de militaires et civils compromis dans des violations de droits de l'homme à des postes diplomatiques, et garantir un retour au pays digne et sûr de toutes les personnes exilées. Ils ont aussi demandé au Parquet Général de la Nation que les investigations qui sont effectuées contre ces fonctionnaires donnent des résultats rapidement.

Ils ont également invité les gouvernements européens, latinoaméricains et des États-Unis, à réviser la trajectoire et la présence de fonctionnaires probablement impliqués dans des violations de droits de l'homme. A l'Audience Internationale il a été rappelé que devant l'impunité de cette classe de fonctionnaires étatiques en Colombie, ces cas peuvent et doivent être portés devant la Cour Pénale Internationale ou les tribunaux nationaux qui appliquent la juridiction universelle.

Les membres de la Commission Éthique, l'organisme chargé de sauvegarder le processus de la mémoire historique en Colombie, composée par 27 personnes du monde entier, dont Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix, s'adresseront à leurs gouvernements respectifs et aux instances internationales, en appuyant les demandes formulées lors de cette Audience.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.